

LA MARCHE VERTE DANS LES DOCUMENTS DÉCLASSIFIÉS D'HENRY KISSINGER

ABDALLAH SAAF



POLICY CENTER
FOR THE NEW SOUTH



La Marche Verte fait partie de ces moments féconds qui n'ont pas cessé d'influer sur le cours des événements politiques du Maroc, par la place qu'elle a prise, dès le départ, dans la longue durée, le contexte dans lequel elle s'est déployée, la logique des interactions dans laquelle elle s'est inscrite par ses causes et ses effets, et comme une des figures éclatantes du récit national.

ABDALLAH SAAF

1. Le discours royal qui annonçait la Marche Verte en 1975 a constitué, incontestablement, un moment fondateur, un épisode fulgurant, un repère historique. On n'avait pas l'impression que dans les milieux de l'intelligentsia marocaine de l'époque la mesure de l'importance de l'initiative a été prise dès le départ. Celle-ci allait se renforcer progressivement pour devenir un fait de grande portée. Au cours des premiers jours qui ont suivi, dans l'opinion publique en général et les milieux de la gauche en particulier, l'annonce volontariste de l'action collective avait suscité des positions diverses allant de l'appui inconditionnel, de l'appropriation fervente, en passant par le soutien prudent, voire l'opposition ou des propositions d'alternatives comme on sait...

Dans l'esprit des acteurs, les référents se bousculaient entre les marches pacifiques de Ghandi, Martin Luther King et les marches guerrières de Mao, de Guevara...avant de revêtir, plus tard, des caractères propres...Cependant, dans les jours qui ont suivi, le projet de marche pacifique en vue d'effacer les frontières artificielles et illégitimes gagnait en force, en cohérence, en conviction, en originalité et en mobilisation adéquatement encadrée.

Les éléments constitutifs de l'événement convergeaient rapidement : le discours annonçant la Marche Verte eut lieu immédiatement après l'Avis consultatif de la Cour Internationale de Justice (mi-octobre 1975), les préparatifs logistiques étaient très tôt bien avancés, le signal de la Marche Verte a été donné depuis Agadir (le 6 novembre), avec le train de mesures administratives qui devaient l'accompagner, la mobilisation populaire, mais aussi un déploiement militaire discret, et un travail diplomatique intense.

Puis, il y eut un emballage : l'organisme marocain s'est mis en branle et, du coup, la Marche Verte devenait par la force des choses une dynamique structurante dans la vie politique du pays, insufflant à tout ce qui se mouvait sous le ciel marocain des perspectives autrement prometteuses.

Les images, les films, les témoignages, les descriptions détaillées, des travaux plus ou moins savants, ont mis en relief la force représentée par **350000** personnes se dirigeant dans la ferveur vers les frontières arbitrairement tracées par les colonialismes qui sont passés par là. De nombreux autres citoyens avaient l'oreille collée à leur transistor, ou les yeux rivés sur les écrans de télé. Le mot d'ordre de récupération des territoires spoliés n'était décidément pas une création des seuls cercles dirigeants.

Dès les premiers jours, la Marche Verte a revêtu les contours d'une démarche déterminante depuis son déclenchement, ses effets politiques, géopolitiques et diplomatiques, son impact sur les vies collective et individuelle, jusqu'au dénouement.

2. Derrière et autour de l'événement, les nombreux éléments ne seront réellement dévoilés que longtemps après la Marche Verte, notamment à travers la documentation déclassifiée, entre autres américaine. Précisément, les archives déclassifiées du Département d'État américain, cinquante ans après, celles concernant l'activité de Kissinger, montrent l'irruption de celui-ci dans le conflit régional alors en cours d'émergence.

Nommé en 1973 comme Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Kissinger était déjà conseiller au sein du Conseil de Sécurité Nationale sous l'administration Nixon depuis 1969. Il restera dans la gestion de la politique étrangère américaine jusqu'en 1977, obtenant en cours de route le prix Nobel de la paix pour son rôle dans les négociations qui ont mis un terme à la guerre entre les USA et le Vietnam.

Il va découvrir les germes de ce nouveau conflit naissant, en entamant une tournée dans les pays du Proche-Orient après la guerre d'octobre, en venant chercher conseil auprès de feu Hassan II sur un éventuel règlement du conflit du Moyen-Orient. Par la même occasion, le Secrétaire d'État américain a visité la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite. Au cours de cette première tournée, il prend la mesure de la conflictualité portée par la région maghrébine dès le démarrage de la Marche Verte. Hassan II dira, plus tard, qu'il est resté en contact permanent avec Kissinger alors que celui-ci a rendu plusieurs visites au Maroc, à l'Algérie et à l'Espagne.

L'intérêt américain pour le conflit en gestation s'est affirmé dès l'annonce par l'Espagne de son intention de se retirer du Sahara. Tout au long de ses déplacements dans les trois pays concernés, il sembla éprouver de grandes difficultés dans la gestion des relations entre Rabat, Alger et Madrid sur l'avenir de l'administration des territoires du Sud. La position de l'Espagne oscillait entre le Maroc et l'Algérie, allant tantôt dans le sens de l'un tantôt dans le sens de l'autre, au moment de la maladie de Franco et de la prise en main du pouvoir par le Roi Juan Carlos.

Les documents déclassifiés montrent qu'en dépit de l'appui déclaré par l'Algérie en faveur d'un accord maroco-espagnol de transfert de la souveraineté aux deux États (Maroc-Mauritanie), son attitude était peu claire. Selon ladite documentation, les Services américains y voyaient une manœuvre diplomatique pour arracher la reconnaissance du Maroc à propos de l'algérianité de Tindouf, la ratification des accords d'Ifrane conclus en 1969, et les opportunités d'une revanche sur « La guerre des sables ».

Dans le feu des échanges entre Kissinger et feu le Roi Hassan II, en décryptant les préparatifs de la Marche Verte, les Services américains s'interrogeaient sur le fait de savoir si le Maroc s'apprêtait à effectuer une intervention militaire sur trois fronts (l'Espagne, l'Algérie, les indépendantistes...). Plusieurs signes ont été interprétés dans ce sens. Les préparatifs de la Marche Verte ont été pris pour de la préparation d'une intervention militaire. Sans doute cette tendance à privilégier une lecture militaire de ce qui se tramait au Maroc a-t-elle prévalu en raison du fait que les demandes marocaines d'armement se faisaient de plus en plus pressantes (des chars M6, des avions F5, des missiles, des canons 155, pour faire face aux Migs 21 et aux tank T 62).

Le Roi a rassuré les Américains, en leur expliquant que ce qu'il préparait n'avait rien de militaire.

3. À aucun moment il ne tint compte du conseil « très ferme » de Kissinger qui, avec insistance, demandait au Souverain de reculer et de renoncer à la Marche Verte. Kissinger a adressé plusieurs messages au Roi Hassan II, le priant de renoncer à la Marche, en lui communiquant les menaces du président algérien et du pouvoir espagnol. En vain. Il faut lire les documents déclassifiés du Département d'État et de la CIA pour se rendre compte jusqu'à quel point le refus déterminé opposé par le Roi est impressionnant. Malgré les avertissements de Kissinger, Hassan II poursuit son projet. Le Secrétaire d'État lui rapporte les propos de Boumedienne selon qui le Roi Hassan II jouerait avec le feu: « *Le Maroc n'a aucun intérêt à entrer en conflit avec la Révolution algérienne, mais les Algériens n'ont pas peur de cette éventualité. Nous sommes des révolutionnaires, nous avons l'habitude des combats. Je n'ai pas de trône à perdre, contrairement à Hassan...* ». Le Roi ne bouge pas de sa position.

Il lui transmet également le message d'alerte de l'Espagnol Pedro Cortina Mauri, alors ministre des Affaires étrangères, : « *Nos forces armées ont reçu l'ordre de repousser*

toute tentative d'invasion. Hassan II joue avec son trône et veut distraire son opinion de ses problèmes internes. L'Espagne n'a pas l'intention de payer pour ses erreurs. Je vous demande de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour éviter les conséquences tragiques que cette marche ne manquera pas d'avoir ».

Kissinger, en écoutant chaque fois le Roi, ne pouvait pas ne pas s'appuyer aussi sur le document de William Colby daté du 3 octobre 1975 : « *Le roi Hassan II, sous pression de l'armée, a décidé d'envahir le Sahara Espagnol au cours des trois prochaines semaines. Le roi est confiant, car il croit que l'essentiel des troupes espagnoles est mal entraîné et refusera le combat. Les Marocains sont également sceptiques quant à une éventuelle intervention de l'armée algérienne, mais ils pourraient à titre de dissuasion, faire appel à des détachements de troupes alliées : Syriens, Égyptiens, Palestiniens et, peut-être, Saoudiens... Notre opinion est que le roi Hassan sous-estime sérieusement la capacité de riposte des Espagnols à son projet d'invasion. En cas d'intervention directe de l'Algérie, les Marocains pourraient enregistrer quelques succès initiaux dus à leur supériorité numérique dans la région. Mais les quelque 200 avions de combat algériens risquent fort de changer la donne rapidement face aux 40 appareils marocains, d'autant que les troupes algériennes sont globalement mieux entraînées et équipées* ».

Les communications de Kissinger avec le Souverain marocain n'ont pas dépassé le niveau de conseils « forts ». La puissance américaine ne semble pas s'être sérieusement opposée à la Marche Verte, elle était plutôt soucieuse de prévenir une confrontation militaire dans la région. Kissinger eût l'occasion d'expliquer cette attitude de vive voix à Bouteflika : « *Nous n'avons pas une position anti-algérienne. Simplement empêcher la tenue de la Marche Verte aurait eu pour conséquence de détruire notre relation avec le Maroc. Cela aurait été comme un embargo* ».

Plus tard, avec l'arrivée de Carter, les relations des États-Unis avec le Maroc vont devenir plus complexes. Dans un premier temps, au moins, elles vont être difficiles dans une ambiance marquée par une nette amélioration des relations entre les USA et l'Algérie, et la fermeture des bases américaines au Maroc dont l'installation remontait à la Seconde Guerre mondiale.

4. Comment analyser la démarche représentée par la Marche Verte ? S'agit-il d'une vision globale appuyée sur une stratégie de caractère plus opérationnel ? Est-ce simplement une politique publique armée fondée sur un ensemble de programmes d'action ? Il y a de tout cela dans la définition que l'on peut en donner. Bien des éléments oraux et écrits, des témoignages, des études aident aujourd'hui à mieux connaître les ressorts de cet événement majeur dans l'histoire contemporaine du pays. Les memo de la CIA paraissent expéditifs et sommaires. Par exemple, le mémo de la CIA daté du 6 septembre dans lequel on peut lire : « *Le roi espère que la campagne qu'il a lancée pour récupérer le Sahara espagnol renforcera sa position et distraira l'opinion des problèmes économiques et sociaux que connaît son pays... Mais s'il échoue, les pressions internes seront telles qu'elles pourraient bien le faire chuter, et si une guerre éclate entre les armées marocaine et algérienne, l'issue en est imprévisible* ».

John Waterbury, parlant des Marocains, semblait catégorique : les Marocains ne seraient pas des stratégies, écrit-il dans le « (le) Commandeur des Croyants ». Ils s'activeraient au coup par coup. Ils seraient des tacticiens à courte vue. Ce que la Marche Verte dans sa construction conceptuelle et pratique dément clairement. La Marche Verte se donne pour l'essentiel comme un mouvement pragmatique de portée stratégique dans un contexte international favorable.

Elle se situe elle-même dans le sillage d'une suite d'événements comme la récupération de Sidi Ifni, la reconnaissance de la Mauritanie, les accords sur les frontières avec l'Algérie, la tenue de la Conférence islamique de Rabat, une situation plus calme au Proche-Orient après la guerre de 1973, un Kissinger agissant comme le négociateur d'une paix globale, au moment, d'ailleurs, où le Maroc de Hassan II se positionnait comme médiateur entre l'Égypte et Israël. Du côté de l'Europe, Franco mourant, l'Espagne s'apprétrait à vivre sa transition démocratique.

Les facteurs internes sont loin d'être absents : après les tentatives des coups d'État du début de la décennie, les premières réponses politiques, économiques et sociales du système aux épreuves qu'il vient de subir, l'attitude d'attentisme marqué des acteurs politiques nationaux, l'interaction des acteurs régionaux (l'Algérie et la Libye), lesquels tablaient sur une division du front intérieur, une laborieuse reconfiguration du champs politique, le déploiement de l'armée au Sud...

Par ailleurs, on est plus renseignés sur la question de savoir d'où vient l'idée de la Marche Verte, comment et dans quelles conditions elle a émergé dans l'esprit du décideur principal, quels en étaient au départ les objectifs... Cependant, bien des zones d'ombre subsistent et la Marche Verte reste un chantier prometteur pour la recherche académique spécialisée.

Dans ce type de processus de prise de décision, certaines conditions sont nécessaires. Et feu le Roi Hassan II l'a rappelé dans ses mémoires, ce qui a donné une force considérable à la grande entreprise de la Marche Verte. Ces conditions sont, d'une part, la confidentialité (le nombre de personnes au courant était des plus réduit), d'autre part, l'élément de la surprise comme un impératif, en particulier par rapport aux forces adverses.

5. La Marche Verte est devenue une matière centrale du récit national du Maroc d'aujourd'hui et un thème structurant d'une force inédite de nombreuses actions à venir. Elle a la même importance que les grands faits qui ont marqué l'histoire du pays de longue date : les épopées andalouses et maghrébines, la résilience face aux tentatives venues du Nord, la Bataille des trois rois, l'alliance entre l'institution monarchique et le mouvement national (la Révolution du roi et du peuple)...

La Marche Verte est devenue un épisode marquant, entraînant avec elle un cortège de faits majeurs : la nouvelle ère, ledit « processus démocratique », les tentatives d'alternance de 1992 et 1993 et le gouvernement de l'alternance lui-même, jusqu'au nouveau règne et, peut-être, l'Instance Équité et Réconciliation, et tous les apports du réformisme politique marocain (sur les plans institutionnel, économique, social et culturel), nombre de nouveaux réaménagements intérieurs, la reconfiguration du champ et des acteurs politiques... Elle a de fait revivifié le dialogue politique national sur le long terme. Elle peut être créditez d'avoir établi une nouvelle alliance entre l'institution monarchique et le peuple.

Paradoxalement, l'effet Marche Verte va s'inscrire dans un long terme marqué par diverses tendances mais surtout par une guerre qui a duré de 1976 jusqu'au cessez-le-feu formel de 1991 (bien que les affrontements aient perdu leur virulence en 1986 avec la construction du Mur).

L'identité de l'action politique que représente la Marche Verte appelle une autre périodicisation de la vie politique et, donc, une autre compréhension de celle-ci. Son importance, sa centralité, le fait qu'elle enclenche de nouvelles dynamiques à portée significative nécessitent un autre découpage des périodes historiques de la temporalité politique marocaine et de ce qui a animé ses artisans.

6. Quelques grandes conclusions ressortent avec force :

- la Marche Verte représente un moment important dans le Maroc contemporain à différents points de vue. Elle a inauguré ce que l'on a appelé « *La marge démocratique* » qui était sensée évoluer chaque jour et s'élargir de plus en plus ;
- la Marche Verte a attesté de la mentalité stratégique des Marocains ainsi que de leur habileté tactique. Le pays a fait preuve d'un grand pragmatisme qui a surpris amis et ennemis et une capacité de manœuvre appréciable, dans un esprit de modération et de prudence ;
- la Marche Verte est à l'origine de changements politiques radicaux mais dans la continuité. Alors que les risques étaient à leur niveau maximal, une guerre a été menée de front vis-à-vis de quatre pays (Cuba, Libye, Algérie, Espagne), chacun contribuant selon ses moyens à l'appui des adversaires de l'unité territoriale du pays. Cette guerre s'est présentée comme une occasion pour le système de relever le défi, de s'enraciner, de se consolider... ;
- la Marche Verte a fait son bonhomme de chemin dans une période géo-politique où certes des éléments favorables existaient mais où les risques et menaces étaient loin d'être insignifiants. Au cours de ses navettes entre les capitales de la région, Kissinger a informé le président algérien du fait que les États-Unis accordaient à l'Algérie le statut de la puissance régionale. Plusieurs facteurs ont joué contre : le succès marocain dans l'intégration du Sahara, la chute du régime de Franco et la mise en place de nouvelles alliances.

Philosophe, feu le Roi Hassan II en tire comme conséquence que les alliances avec l'Occident étaient peu sûres au point de paraître aléatoires. Il note dans ses mémoires qu'une alliance côté occidental est une sorte de club où les relations entre les membres n'ont rien de contraignant, à la différence de ce qui se déroule dans l'alliance qui regroupait les pays du camp socialiste.

À PROPOS DE L'AUTEUR



ABDALLAH SAAF

Abdallah Saaf est Senior Fellow à Policy Center for the New South et professeur de sciences politiques à l'université de Mohamed V à Rabat. Il est directeur du Centre des Etudes et Recherches en Sciences Sociales et président fondateur de l'Association marocaine de sciences politiques. Il dirige également la revue Abhath (Revue marocaine de sciences sociales). Abdallah Saaf a été membre de la Commission de révision de la constitution marocain de juillet 2011 et membre du comité scientifique du Forum Mondial des Droits de l'homme. Il fut notamment Ministre de l'Education Nationale au cours de la période du gouvernement de l'Alternance (1998-2004). Le Professeur Saaf dirige la publication régulière d'un Rapport stratégique du Maroc depuis 1995.

À PROPOS DU POLICY CENTER FOR THE NEW SOUTH

Le Policy Center for the New South: Un bien public pour le renforcement des politiques publiques. Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain dont la mission est de contribuer à l'amélioration des politiques publiques, aussi bien économiques que sociales et internationales, qui concernent le Maroc et l'Afrique, parties intégrantes du Sud global.

Le PCNS défend le concept d'un « nouveau Sud » ouvert, responsable et entreprenant ; un Sud qui définit ses propres narratifs, ainsi que les cartes mentales autour des bassins de la Méditerranée et de l'Atlantique Sud, dans le cadre d'un rapport décomplexé avec le reste du monde. Le think tank se propose d'accompagner, par ses travaux, l'élaboration des politiques publiques en Afrique, et de donner la parole aux experts du Sud sur les évolutions géopolitiques qui les concernent. Ce positionnement, axé sur le dialogue et les partenariats, consiste à cultiver une expertise et une excellence africaines, à même de contribuer au diagnostic et aux solutions des défis africains. [En savoir plus](#)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur.

Policy Center for the New South

Rabat Campus of Mohammed VI Polytechnic University,
Rocade Rabat Salé - 11103
Email : contact@policycenter.ma
Phone : +212 (0) 537 54 04 04
Fax : +212 (0) 537 71 31 54

www.policycenter.ma

